

Dimanche : aux urnes!

Lorsqu'elle part divisée, comme aux dernières élections Européennes, la gauche ne pèse pas grand-chose. Lorsqu'elle se présente unie devant les électrices et les électeurs, comme pour les Municipales, elle peut gagner. Voilà la principale leçon à retenir de cette séquence électorale.

La gauche unie est un patchwork qui offre d'innombrables formules possibles. Parfois, les socialistes sont têtes de listes, comme à Quimper ou Morlaix. Parfois, ils ont fusionné avec les écologistes, comme à Brest. Parfois, ils se sont rangés derrière une tête de liste qui appartient à une autre formation, comme à Douarnenez ou à Crozon.

Mais à chaque fois, c'est la même ambition et le même bloc social-écologique qui se présente devant les électrices et les électeurs.

Il n'est pas possible de généraliser les projets que défendent ces listes car ils ont été élaborés localement et visent à répondre à des enjeux communaux ou intercommunaux. Cependant, plusieurs points communs ressortent fortement. D'abord, la mise en place d'outils de solidarité pour les citoyens les plus précaires. Cela passe par des mutuelles municipales ou des maisons de santé ou des tarifications sociales pour les cantines scolaires ou les transports en commun.

Ensuite, un mode de gouvernance de la collectivité sera beaucoup plus participatif. Pour affronter la transition écologique, les listes de gauche se sont engagées à supprimer l'utilisation de produits phytosanitaires, à préserver le foncier agricole ou à créer des COP26 territoriales, de manière à réunir l'ensemble des forces vives du territoire autour d'une ambition



Bâtissons ensemble des villes solidaires

partagée. Toutes les listes de gauche considèrent le mouvement associatif comme un partenaire incontournable qui doit être associé à l'élaboration des politiques publiques.

Le pôle social-écologique, que le peuple de gauche appelait de ses vœux, va voir le jour dans plusieurs communes.

Compte tenu des résultats du premier tour et du nombre de listes qui restent encore en présence au second, il est clair que le millésime 2020 des élections municipales sonnera comme un échec pour la République en Marche et le Rassemblement national. Alors que la vie politique devait tourner autour de l'opposition entre ces deux forces, les citoyennes et les citoyens ont clairement fait savoir que, pour la gestion de leurs communes, ils faisaient confiance à des équipes qui ont déjà fait leur preuve, ou à des groupes qui ont élaboré leur projet dans la transparence, avec les habitants. Pas à des listes accréditées par des états-majors parisiens qui défendent le même projet partout en France sans tenir compte des spécificités locales.

Dimanche, c'est l'avenir de nos communes qui est en jeu. Mais c'est aussi la possibilité pour la gauche sociale-écologique d'appliquer son projet et de démontrer sa capacité à incarner une alternative crédible.



SITE DE DEPOT



Combattre la haine

La loi Avia a donc, comme toutes celles et ceux qui s'intéressent un peu à la question de la lutte contre la haine sur internet l'avaient prévu, été censurée par le Conseil constitutionnel.

Une loi peut-elle rendre les racistes tolérants? Les harceleurs bienveillants? Les complotistes rationnels? Si c'était le cas, il y a belle lurette que ces plaies auraient été éradiquées.

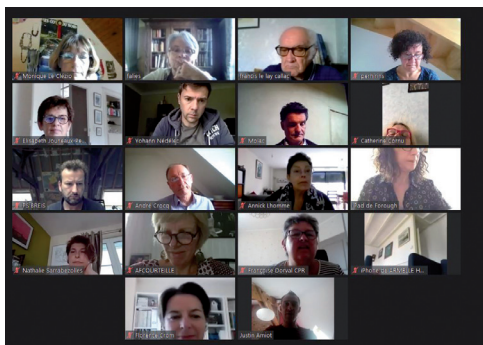
Obliger les réseaux sociaux à supprimer en 24 heures des messages considérés comme haineux serait contre-productif. L'arsenal législatif existant permet déjà de punir les auteurs de propos haineux.

Mais surtout, il faut éduquer, expliquer, dénoncer, lorsque c'est nécessaire, et éviter de donner à des hystériques plus d'importance qu'ils n'en ont en leur faisant l'honneur de consacrer plusieurs heures de débats parlementaires à leurs turpitudes.

PS29

Quel équilibre pour la Bretagne ?

De quels outils institutionnels avons-nous besoin pour combattre les inégalités et permettre un développement durable et harmonieux du territoire ? Et comment permettre aux Bretonnes et aux Bretons de participer à l'élaboration des politiques publiques ? Voilà résumés les termes du débat organisé par le BREIS qui s'est tenu le 21 juin en visioconférence.



Un débat animé par Forough Salami-Dadkhah

Pourquoi aborder la question maintenant ? D'abord, parce que les enjeux sont colossaux et que les socialistes doivent avoir une vision claire de l'avenir qu'ils veulent inventer pour la Bretagne. Ensuite, parce que le projet de loi 3D peut être prochainement présenté devant le Parlement. Nous devons inventer **« la subsidiarité à la française »**, a résumé Arnaud Platel, secrétaire fédéral en charge du projet. Toujours en pointe sur les questions de décentralisation, les socialistes bretons doivent être une force de propositions.

« Une réforme de l'État s'impose. »

Ce sont les voies express et les autoroutes qui dessinent la géographie humaine et déterminent où vivent, où travaillent, où consomment et se divertissent les habitants, a expliqué André Crocq.

« Mais », insiste André Crocq, **« les métropoles sont des lieux de grande diversité qui attirent à la fois les cadres dirigeants mais aussi des publics bien plus précaires. »**

De plus, aucune métropole de l'Ouest de la France ne peut, seule, rivaliser avec ses homologues européennes ou

mondiales. L'union et la coopération entre tous les territoires de l'Ouest est indispensable.

Heureusement, les collectivités bretonnes ont une longue habitude de coopération. **« Nous devons toujours nous demander si l'échelon d'intervention est le plus pertinent »**, a insisté Nathalie Sarrabezolles. **« Lorsqu'il a été question de supprimer les départements, nous avons mené ce travail. Nous nous sommes demandé, pour chaque politique, quelle autre collectivité pourrait la mener, aussi bien, à notre place »**. La commune ? La Communauté de communes ? La Région ? Il est rapidement apparu que l'échelon départemental reste tout de même le plus pertinent en particulier en ce qui concerne l'aide sociale.

« L'union et la coopération entre tous les territoires de l'Ouest est indispensable. »

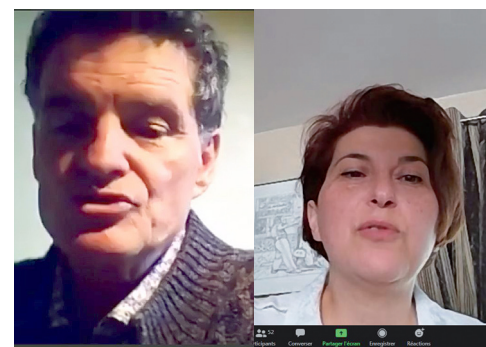
L'aménagement du territoire breton reste, par rapport à ce qu'on peut constater dans d'autres régions de France, plutôt harmonieux. Cependant la lutte contre la fracture Est/Ouest est nécessaire pour la Bretagne. Pour le Finistère comme pour l'Ille-et-Vilaine. Car, si on a souvent tendance à considérer le déséquilibre comme un handicap pour les zones qui se désertifient, **« il ne faut pas oublier que la concentration engendre aussi des inconvénients »**, a souligné Nathalie Sarrabezolles qui a insisté sur la responsabilité de l'État.



Vincent Le Meaux et André Crocq

Que veut faire le gouvernement ? Pour l'instant c'est le flou qui domine. On ne sait pas encore ce que contiendra le projet de loi 3D (Décentralisation, Déconcentration et Différenciation).

Mais la gestion de la crise du Covid-19 montre à l'évidence qu'une réforme de l'État s'impose, a indiqué le député du Morbihan, Paul Molac. **« On a vu, en particulier avec l'épisode des masques, que l'État a du mal à être réactif et agile »**. Cependant, si tout le monde sent bien qu'il va se passer quelque chose sur le plan de la décentralisation, personne ne connaît encore le projet qui sera proposé. L'administration centrale laissera-t-elle les collectivités prendre plus d'autonomie ? Les collectivités obtiendront-elles enfin plus d'autonomie fiscale ? **« Pour la Bretagne deux questions restent en suspens »**, a indiqué Paul Molac : la Bretagne à cinq départements et l'assemblée unique figureront-elles dans le projet de loi ? En un mot : la montagne va-t-elle accoucher d'une souris ?



Paul Molac et Nathalie Sarrabezolles

Pour Nathalie Sarrabezolles, la question des moyens dont disposent les collectivités reste centrale. Compte tenu de l'inégalité entre les territoires, ils doivent être répartis en fonction des besoins, sans quoi, les différences persisteront et se renforceront. **« C'est la raison pour laquelle les départements de gauche propose l'expérimentation du revenu de base. »**

Il paraît difficile de faire l'impasse sur la question démocratique et de ne pas faire élire, directement ses dirigeants. Mais, dès que les conseillers communautaires seront élus au suffrage universel, quelle légitimité restera aux communes, en particulier les plus petites ?

Sans attendre le texte du gouvernement, les socialistes bretons préparent leur projet pour un nouvel acte de la décentralisation.

Le prochain débat du BREIS, toujours en visioconférence, se tiendra le 4 ou le 5 juillet et portera sur le modèle agricole breton.

Une campagne inédite

Jamais il ne s'était écoulé un si grand laps de temps entre le premier et le second tour d'une élection municipale. Tant sur le fond que sur la forme, les candidats ont adapté leur projet et la campagne permettant de l'exposer.



Vidéo à Clohars-Carnoët avec Jacques Juloux

Sur la forme, internet d'une manière générale mais la vidéo en particulier, a pris une importance considérable passant d'optionnelle à essentielle. Ce n'est plus du tout un gadget. C'est la raison pour laquelle la FNESR (Fédération Nationale des Élus Socialistes et Républicains) a organisé, durant le confinement des formations pour aider les candidat.es à présenter leurs projets devant une caméra ou à animer des visioconférences.

Certains, comme Isabelle Assih à Quimper ou Jean-Paul Vermot à Morlaix, ont opté pour les *Facebook live* : en direct, ils ont présenté leur projet et répondu aux questions des électeurs.

La liste *L'Union pour le Relecq-Kerhuon* est parvenue à présenter son projet en direct avec des interventions des candidats en visioconférence. L'électeur qui voulait connaître le programme de la liste menée par Laurent Péron a eu autant d'informations que s'il avait participé à une réunion publique, mais en restant chez lui.

La liste *Brest au Cœur* a quant à elle choisi de réaliser des émissions, dans les conditions du direct, avec les candidats et des experts.

À Clohars-Carnoët, Jacques Juloux a tourné plusieurs vidéos avec ses colistiers, sur le terrain, pour mettre en avant certains points de son programme.

Sur le fond, la crise a évidemment obligé les candidats à revoir leur

programme. Mais pas, pour ceux de gauche, pour en changer l'orientation, au contraire. « **Nous avons eu totalement raison de placer la défense de l'hôpital au cœur de notre projet, dès le premier tour** », souligne Jean-Paul Vermot. « **Les collectivités locales devront jouer un rôle important dans la relance de l'économie** », a insisté Isabelle Assih durant le débat organisé sur *Tébéo*. Il convient donc de réajuster les projets en fonction des nouvelles normes et des nouvelles attentes du public. Les projets d'investissements, notamment ceux de salles de sport ou multifonction doivent être étudiés à nouveau.

Les candidat.es de droite ont cherché à placer le débat sur le terrain de la peur. Les candidats socialistes, eux, ont refusé de tomber dans la polémique et ont utilisé la campagne électorale, pour expliquer leur projet et mettre en avant les vrais enjeux municipaux. Comme, par exemple, Jacques Juloux à Clohars-Carnoët pour l'urbanisme.

« Il nous faut penser l'urbanisation avec une vision d'ensemble et permettre à chacun de trouver à se loger dans notre commune selon ses besoins. Cela suppose un pilotage public volontariste », a-t-il expliqué.

« Les candidat.es de gauche ont placé le débat sur le terrain des idées. »

« Nous faisons donc le choix d'un urbanisme pensé et maîtrisé, qui consomme moins d'espace (terrains plus petits et dans le centre) et répond aux besoins et aux budgets des jeunes, avec des terrains à des prix accessibles, de la location-accession, du locatif social. Et sans modifier le rythme de construction, inchangé depuis 25 ans et qui le restera. À Morlaix, on compte plus de 1400 logements vides, dont environ 500 dans le centre-ville ! », explique Jean-Paul Vermot. « **Depuis 2008, nous avons vu la population chuter de plus de 1000 habitants. C'est, malheureusement pour nous, la plus forte baisse des villes bretonnes. Pour relever le défi de l'habitat et regagner des habitants, nous avons construit un plan de reconquête qui intègre une vision complète associant logement, commerce, santé, déplacements, qualité**

des espaces publics, préservation de l'environnement et vie associative. »



En direct avec Laurent Péron

Partant de cette réalité, la liste *Morlaix ensemble* a défini trois priorités. D'abord, racheter directement des immeubles pour y réhabiliter les logements et développer une offre d'habitat pour tous : seniors, jeunes, étudiants, familles ou personnes isolées. Les locaux commerciaux y seront conservés et accessibles. De quoi rétablir l'attractivité de la ville !

Ensuite, assurer le développement de services en ville pour une meilleure attractivité : un centre de santé, une maison des associations, un troisième département de l'IUT.

Enfin, pour que ce plan soit cohérent, développer l'accessibilité pour tous avec des navettes électriques gratuites entre le centre-ville et les quartiers, via les parkings relais, des solutions innovantes de parking pour assurer le dynamisme de la ville et le confort de tous (visiteurs, habitants et actifs), un schéma de développement du vélo et l'amélioration des espaces piétons.

Les possibilités d'interaction et de diffusion sont si importantes que, même lorsque le Covid-19 aura été éliminé, les candidat.es aux prochaines élections devront maîtriser la vidéo et apprendre à s'exprimer devant les caméras.



Brest au Cœur ! l'émission

Agenda

28 juin
Second tour
des Municipales.

4 ou 5 juillet
10h00-12h00 :
Visioconférence du
BREIS sur l'agriculture.
Inscriptions sur
fede29@parti-socialiste.fr

Retrouvez-nous sur
 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1317 - Vendredi 26 juin 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

Marine Le Pen se cherche une stature

Jean-Yves Camus

Il ne faudrait pas croire que le déplacement express de Marine Le Pen sur l'île de Sein, le 17 juin, n'était qu'une opération de communication destinée à créer le buzz. Il s'inscrit dans une démarche politique et idéologique mûrement réfléchie, nous explique Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême-droite, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès.

Cap Finistère : Comment interpréter le déplacement de Marine Le Pen sur l'île de Sein ?

Jean-Yves Camus : Pour comprendre sa démarche il faut regarder ce qui lui manque : une carrure de femme d'État capable de rassembler. Tout le monde se souvient de sa prestation catastrophique dans le débat de l'entre-deux tours de la Présidentielle. Une grande partie des Français peuvent considérer qu'elle pose le bon diagnostic mais très peu imaginent qu'elle puisse apporter des solutions. Elle souffre d'un déficit de présidentialité. Elle n'est pas jugée capable d'entrer dans le costume de président de la République de la cinquième puissance mondiale. Quand on est jugé trop clivant, pas assez à la hauteur, quelle figure peut mieux servir votre cause que celle du général de Gaulle, l'homme qui voulait diriger la France au-dessus des partis ? C'est en ça que la figure du général de Gaulle l'intéresse.

De plus, pour nous, le concept de Résistance avec un grand R, c'est celle contre le nazisme et Vichy. Mais la résistance peut être aussi perçue par un certain nombre de Français, comme le fait de se lever à un moment donné face à de nouveaux ennemis. Lorsque Renaud Camus fonde une petite organisation politique qui prône à la fois le souverainisme et la remigration, il l'appelle Conseil National de la Résistance Européenne. Dans une partie de cette mouvance, il y a l'idée que le général de Gaulle était le résistant de 1940, de 1958 et de 1968 contre la « chienlit » et il faut maintenant que quelqu'un reprenne le flambeau de la résistance face aux nouveaux périls qui menacent.

Cap Finistère : Cet hommage au général de Gaulle et à la Résistance ne risque-t-il pas de créer des divisions au sein du RN ?

Jean-Yves Camus : Marine Le Pen est née en 1968. Toutes les références à la seconde guerre mondiale lui sont étrangères. Lorsque son père devient président du Front National en 1972 il est entouré, entre autres, d'anciens

collaborateurs qui avaient combattu dans la Milice ou avaient porté l'uniforme allemand et qui vouaient une haine farouche au général de Gaulle, tout comme beaucoup de partisans de l'Algérie française. C'est un fait historique incontestable. Mais ces gens-là sont morts pour la plupart. La génération de la collaboration a disparu. Dans les sections du RN, il reste bien quelques nostalgiques qui peuvent crier à la trahison, mais ils ne représentent plus grand-chose. Le gros des troupes appartient à une génération qui ne se sent pas concernée par la seconde guerre mondiale. Le seul élément qui peut créer des frictions reste la guerre d'Algérie.



Cap Finistère : Dans quel état le RN sort-il de la séquence des Municipales ?

Jean-Yves Camus : Les Municipales ne sont pas un scrutin favorable au RN : les enjeux sont locaux, il faut présenter des listes paritaires, avoir des candidats connus. Il peut espérer conserver les communes qu'il dirige déjà et peut-être en gagner au mieux cinq ou six, principalement dans le bassin minier du Nord et dans le Sud, mais guère plus. Il faudra cependant regarder le résultat de Perpignan qui est la plus grande ville qui pourrait tomber. On est bien loin des 137 villes susceptibles d'élire une liste RN qu'annonçait une note de LREM au mois de janvier !

L'autre enjeu de ces Municipales était de voir si l'alliance des droites, prônée par Marion Maréchal, fonctionne. Or, on constate que les digues entre la droite et l'extrême-droite ont encore tenu, dans l'immense majorité des cas. On peut compter sur les doigts d'une main les membres de LR qui ont rejoint le RN. Et encore, la plupart d'entre eux étaient des élus en fin de carrière, qui avaient déjà perdu leur mandat. On n'en est pas encore au point où les listes de droite seraient prêtes à fusionner avec celles du RN, même pour gagner face à la gauche. Sur 130 listes présentes au second tour, le RN en a fusionné cinq avec des listes « divers droite » et à Trignac (Loire-Atlantique), il soutient sans y participer la liste d'un ancien maire de droite.

Cependant, il ne faudrait pas voir dans ces résultats un affaiblissement du RN et de sa candidate et extrapoler les résultats sur les prochaines élections. Il n'en ira pas de même avec le scrutin de liste des Régionales et avec la Présidentielle où je pense que Marine Le Pen pourra encore améliorer son score du premier tour et pourra vraisemblablement approcher les 40 % au second tour.